

La Crise de Suez et les motivations françaises de l'opération anglo-franco-israélienne.

Conclusion.

Antoine FRAYSSE *

Department of Foreign Languages, Aichi University of Education, Kariya 448 8542, Japan.

Dans cette cinquième et dernière partie, sera dressé le bilan de l'opération militaire anglo-franco-israélienne.

Le 7 novembre 1956, à deux heures du matin, le cessez-le-feu devient effectif en Egypte : les forces britanniques, françaises et israéliennes doivent s'immobiliser. A New York, l'Assemblée générale de l'ONU vote la création d'une force internationale des Nations Unies placée sous le commandement du général canadien Burns et chargée de remplacer les forces britanniques et françaises. L'opération « Mousquetaire » est terminée et son échec patent. Le premier contingent des Nations Unies (un contingent danois) arrive en Egypte le 15 novembre. L'Assemblée générale de l'ONU demande l'évacuation immédiate des forces franco-britanniques le 24 novembre. Le 28, l'ordre de préparer le rembarquement du corps expéditionnaire franco-britannique est donné. Le 4 décembre, le rembarquement des troupes commence ; il s'achèvera le 22 décembre. Les territoires occupés par Israël seront évacués le 22 janvier 1957 pour le Sinai et le 7 mars pour la bande de Gaza.

Nous allons dresser le bilan de cette opération en examinant successivement le camp des perdants : la France et la Grande-Bretagne, puis celui des gagnants : l'Egypte et le monde arabe, l'Union soviétique, les Etats-Unis et Israël.

La France.

Nous allons examiner les conséquences de la crise de Suez dans trois domaines : la politique étrangère, la politique militaire et la politique intérieure.

La politique étrangère.

Le 10 novembre 1956, le ministère des Affaires étrangères résume ainsi la situation :

« Nasser n'a pas été renversé : il a regagné sur nous le prestige qu'Israël lui avait fait perdre.

« Les Russes ont fait et consolidé des progrès considérables en Egypte, pris pied en Syrie et gagné du prestige dans tout le monde arabe, voire dans le Sud-Est asiatique.

« Nous avons compromis durablement nos relations avec tous les Etats arabes, et nous y avons abandonné des positions économiques et culturelles que nous ne retrouverons sans doute pas intégralement.

« L'unité de vues entre les trois capitales occidentales, si essentielles pour notre sécurité, est compromise tandis que la cohésion du monde arabe sort renforcée de l'épreuve dont les Russes l'ont tirée à son avantage. Nous avons également ébranlé notre position aux Nations unies.

« Nous n'avons pas facilité la solution des problèmes d'Afrique du Nord en général, et d'Algérie en particulier... »⁽¹⁾.

Sur la scène internationale, la France se retrouve discréditée. Le pays des Droits de l'Homme et le membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU s'est rendu non seulement coupable d'agression caractérisée envers un pays du Tiers Monde, mais a aussi démontré à la face du monde une duplicité extrêmement cynique dans la mise en scène de l'opération conjointe anglo-franco-israélienne. Dans le monde arabe, son influence se trouve réduite à néant. Juste au moment où les rapports internationaux se développent avec le Tiers Monde, la France va se trouver ostracisée par bon nombre de pays.

Dans le cadre de l'Alliance atlantique, c'est la crise de confiance. Pour les Français, les Etats-Unis ont déclenché la crise en refusant à l'Egypte le financement du barrage d'Assouan, puis ont abandonné leurs alliés dans leur combat contre Nasser, enfin les ont trahis en faisant pression sur la livre sterling et en leur refusant la protection nucléaire américaine face à la menace soviétique. Malgré les propositions américaines de renforcement de la coopération entre alliés faites lors de la conférence de l'OTAN de décembre 1956, la France remet en question le rôle des Etats-Unis dans l'Alliance. La politique étrangère française va s'orienter dès lors vers l'accélération de la construction européenne et la politique militaire.

La construction européenne.

Les conférences de Messine en juin 1955 et de Venise en mai 1956 aboutissent à la signature des traités de Rome en mars

1957. La crise de Suez a sans aucun doute révélé aux pays européens leur grande faiblesse face aux Etats-Unis et à l'Union soviétique. La nécessité de la création rapide d'un cadre de solidarité économique et politique commun aux pays européens s'est fait sentir dès lors de façon plus aiguë. Le rôle de Guy Mollet va être d'ailleurs déterminant dans l'accélération du calendrier des négociations préliminaires à la signature du traité de Rome, ce qui aura pour conséquence le détachement diplomatique d'avec la Grande-Bretagne et le rapprochement avec l'Allemagne.

La politique militaire.

Les conséquences sur l'armée.

C'est la dégradation des rapports entre politiciens et militaires. Là encore, il y a crise de confiance. Humiliée par sa défaite en Indochine, l'armée française est engagée depuis 1954 en Algérie et souhaiterait renouer avec la victoire si les moyens lui en sont donnés. Le soutien de l'armée à l'expédition de Suez a été total car tous les militaires voulaient renverser le régime du colonel Nasser qui fournissait des armes aux rebelles algériens et abritait leurs dirigeants. Mais en la circonstance, les interférences de la politique internationale ont été telles que non seulement l'opération militaire a dû être avortée après moins de 48 heures, mais aussi qu'on leur demandait de céder leurs positions aux forces de l'ONU. Que les responsables politiques aient encouragé discrètement les militaires à passer outre aux plans alliés (désobéir au commandement britannique), puis aux injonctions du cessez-le-feu ne fait qu'exaspérer chez les officiers français le sentiment de frustration. L'avenir va montrer que l'armée peut sortir de son silence et chercher à résoudre militairement des problèmes politiques : le 13 mai 1958 avec l'appel au général de Gaulle et en 1961 avec le putsch des généraux d'Algérie.

Les conséquences sur la politique de défense.

Il y a constat d'échec de la collaboration militaire franco-britannique, plus particulièrement du système de commandement intégré privant les partenaires de toute initiative, et qui se trouve être aussi celui de l'Alliance atlantique. Cela s'ajoutant à la crise de confiance vis-à-vis des Etats-Unis au sein de l'Alliance, le gouvernement va tout naturellement se détacher de ses alliés traditionnels de l'Alliance et accélérer la prise de décisions concernant le développement de l'armement nucléaire français autonome.

La politique intérieure.

Malgré le soutien de l'opinion publique à Guy Mollet et à son cabinet de « Front républicain » pendant et même après l'échec de l'expédition, la politique gouvernementale ne peut trouver de solutions au problème majeur : l'Algérie. Nasser n'ayant pas été renversé, son soutien au FLN continue. D'autre part, à Alger, les partisans de la non-négociation et du renforcement de la répression sans pitié du mouvement de libération algérien deviennent de moins en moins obéissants aux directives de Paris. A l'Assemblée nationale, la droite qui avait encouragé et soutenu le gouvernement, vilipende celui-ci pour son échec. A gauche, le parti de Guy Mollet entre en crise ouverte avec celui-ci lorsque le 24 novembre, 15 députés du groupe critiquent publiquement la politique suivie par le gouvernement sur l'envoi du contingent en Algérie, sur l'arraisonnement de l'avion du dirigeant FLN en Tunisie, sur l'expédition de Suez. La marge de manœuvre du gouvernement se rétrécit sur la question algérienne. Dans les autres forces politiques, les radicaux sont impuissants, les poujadistes perdent leur crédibilité de jour en jour, les communistes sont déconsidérés par leur soutien à l'intervention soviétique en Hongrie. Jean-Paul Sartre résume ainsi la situation : « *Les communistes sont déshonorés, les socialistes se plongent dans la boue. Oui, la droite aujourd'hui jouit, grâce à Guy Mollet, d'une espèce de pureté. Ce n'est pas elle qui torture en Algérie : ce sont les socialistes qui ont débarqué à Suez.* »⁽²⁾. Dans *Le Monde* du 20 novembre, on peut lire sous la plume de Maurice Duverger : « *Eccœurée, désorientée, inquiète, une masse de Français est disponible... Tout cela risque de finir dans le fascisme.* »⁽²⁾. De fait, le gouvernement Guy Mollet tombera le 21 mai 1957, il sera suivi d'autres gouvernements qui eux aussi chuteront à cause de l'Algérie, jusqu'au 13 mai 1958 où l'armée d'Algérie prendra le pouvoir et en appellera au général de Gaulle. Quoi qu'il en soit, Guy Mollet ne cesse de rappeler les aspects « positifs » de l'intervention : il a « sauvé Israël » ; il a « stoppé Nasser »⁽³⁾.

La Grande-Bretagne.

Sur le plan diplomatique, le discrédit qui atteint la Grande-Bretagne est tout aussi fort que celui qui frappe la France. Au lieu d'avoir « consolidé » l'Empire, ce qui était l'objectif de l'expédition, son échec précipite au contraire sa décomposition. Le dernier sursaut de l'influence britannique est la création sous sa protection de l'Union arabe entre l'Irak et la Jordanie, le 14 février 1957, tous deux membres du Pacte de Bagdad, afin de faire pièce à la République arabe unie unissant l'Egypte et la Syrie, proclamée le 6 février. Et de fait, des unités de l'armée britannique stationnent dans ces deux pays, qui se sont aussi placés sous la protection des Etats-Unis. Malheureusement, le coup d'état de juillet 1958 mettra fin au régime de Noury Saïd et à la dynastie des Hachémites, au Pacte de Bagdad, à l'Union arabe et au stationnement des troupes britanniques. Reste la Jor-

danie du roi Hussein a protéger. En outre, les relations de la Grande-Bretagne avec ses anciennes possessions coloniales et les pays membres du Commonwealth (Nouvelle-Zélande et Australie exceptées) sont au plus bas. L'Inde en particulier n'a pas manqué, lors des votes aux Nations unies, de stigmatiser le retour du « colonialisme » dans la gestion de la crise par la Grande-Bretagne et la France. Tout comme pour la France, la crise de Suez a démontré que la Grande-Bretagne a perdu son influence dans cette partie du monde.

Il reste maintenant à rétablir des relations de confiance avec l'allié américain. La tâche incombe à Harold MacMillan, qui remplace d'abord Anthony Eden pendant ses séjours de convalescence, puis devient Premier ministre le 10 janvier 1957. C'est officiellement pendant la Conférence des Bermudes tenue du 21 au 23 mars 1957 que sont définis les nouveaux termes des relations entre les deux pays : la Grande-Bretagne devient ainsi l'allié privilégié des Etats-Unis, un allié docile et loyal car incapable de ne rien entreprendre sans l'aide de son suzerain, mais récompensé du droit d'être informé des derniers secrets atomiques. Exit Rule Britannia.

Ce faisant, les relations vont dès lors se distendre entre la France et la Grande-Bretagne : la constitution de l'axe Washington-Londres a pour effet de détourner l'attention de la Grande-Bretagne de l'Europe continentale et de ses projets de développement, renforçant ainsi la constitution de l'axe européen Bonn-Paris.

Quant à Anthony Eden, épuisé par la maladie, il quitte définitivement la scène politique et se consacrera à la rédaction de ses mémoires politiques.

L'Egypte et le monde arabe.

Le colonel Nasser et son régime sortent vainqueurs de cette crise, grâce évidemment au soutien infaillible de l'Union soviétique. Dès le 22 décembre 1957, l'Egypte contrôle totalement le canal de Suez, se charge de son déblaiement et de sa réouverture à la navigation (le 8 avril). Par un accord signé à Rome le 18 juillet 1958, le gouvernement égyptien reconnaît à la Compagnie de Suez la propriété de ses avoirs à l'étranger et indemnise la saisie de ses avoirs en territoire égyptien.

La construction du haut-barrage d'Assouan commence en 1964, grâce à deux prêts accordés par l'URSS à taux très avantageux et à la fourniture d'une aide technique. Le barrage sera achevé en janvier 1971, mais malheureusement Nasser malade décédé le 28 septembre 1970, ne pourra assister à son inauguration.

Dès le début de la crise, le colonel Nasser, le Rais, est auréolé d'un prestige jusque-là inégalé dans le monde arabe et après sa victoire deviendra un héros de stature quasi-mythique incarnant l'avenir de la nation arabe. Ainsi, Marc Ferro, dans son livre 1956 Suez, cite le très éloquent texte suivant, écrit en avril 1957 par le dirigeant algérien FLN Ait Ahmed, emprisonné alors en France :

« Jamais les circonstances diplomatiques n'ont été aussi propices, pour la reconnaissance de la République algérienne par les pays arabes, qu'au lendemain de l'expédition de Suez. Tous les gouvernements arabes, sauf le Liban, ont rompu avec la France. En dépit du rôle de la culture, de la diplomatie et des capitaux français en Orient depuis l'époque napoléonienne, les opinions publiques s'exaltent à l'égard de la lutte des Algériens. La fermentation des esprits y est telle, qu'en quelques semaines la République algérienne sera reconnue par onze pays arabes, le Maroc et la Tunisie compris, ce qui sera d'une portée considérable sur le plan international. Deux autres pays musulmans, l'Indonésie et l'Afghanistan, suivront les pays arabes et en devanceront même certains, le cas échéant. L'Iran et le Pakistan, qui ont des liens assez solides avec la France, ne pourront résister à l'opinion déjà sensibilisée (...) Dans le reste des pays afro-asiatiques, la Birmanie, Ceylan, le Ghana seront à l'avant-garde. Quant à l'Inde, au Japon et au Siam, leur attitude sera bien embarrassée et, de toute façon, utile à la normalisation des rapports franco-algériens (...) Les pays qui différeraient leur reconnaissance n'en seraient que plus obligés d'exercer de fortes pressions sur la France. » (le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) sera effectivement fondé au Caire le 19 septembre 1958.)

Dans le Tiers Monde, Nasser devient un symbole d'émancipation des anciennes colonies. Il a démontré que l'Egypte pouvait revendiquer le droit de posséder le canal de Suez et que ce droit a finalement prévalu puisqu'il été reconnu par l'Occident. De même que le canal appartient de droit à l'Egypte, pourquoi le pétrole ne serait-il pas la propriété des pays d'où il est extrait ? Dès juin 1956, la date de la 1^{ère} Conférence des Etats arabes en vue d'unifier leur politique pétrolière face aux pays occidentaux est fixée pour le 3 décembre ; elle n'aura finalement lieu que le 16 avril 1959. Peu à peu, au fil des ans, Nasser va élaborer son propre système de développement dégagé de la double domination de l'Ouest et de l'Est, fondé sur les valeurs secrétées par l'histoire de l'Egypte et celles de l'Islam. Néanmoins, l'un des résultats immédiats de la crise de Suez est l'union de l'Egypte et de la Syrie en République arabe unie le 4 février 1958, qui sera dissoute en 1961 à cause de l'interférence des Soviétiques.

L'Union soviétique.

On est en droit de penser au lendemain du cessez-le-feu que le vainqueur toute catégories de la crise de Suez est sans aucun doute l'Union soviétique. En ce qui concerne l'Egypte en effet, la diplomatie soviétique a contrecarré point par point les mouvements de la diplomatie américaine et cela depuis le refus de John Foster Dulles d'accorder un prêt pour la construction du barrage d'Assouan, jusqu'aux menaces d'envoyer des missiles nucléaires sur Londres, Paris et Tel-Aviv en passant par le soutien infaillible de l'Egypte aux conférences de Londres et à l'ONU. Et le colonel Nasser en est très reconnaissant. L'Union soviétique consolide fortement sa position en Egypte puis se tourne très rapidement vers une forte aide militaire à la Syrie qui évoluera vers un traité de défense contre la Turquie. L'ingérence soviétique dans les affaires égyptiennes culminera en 1967, lors de la Guerre des Six jours. Devant le vide laissé par la disparition des anciennes puissances coloniales au Moyen-Orient, Moscou offre son aide à tous les pays « démocratiques qui viendraient à être menacés par les Puissances impérialistes » et ainsi devient le champion de la cause de l'émancipation totale des peuples colonisés, damant le pion à Washington.

Le bluff de Moscou sur le bombardement des capitales européennes et israélienne fut le coup de maître, non seulement en semant un désarroi profond chez les Israéliens car ils n'avaient aucune assurance de pouvoir bénéficier de la protection des Américains et leurs alliés français étaient incapables de les renseigner, mais encore en démontrant au monde que l'URSS avait l'intention de jouer un rôle sérieux au Moyen-Orient et dans le monde arabe. Cette manœuvre permettait aussi de détourner pour un moment l'attention des pays occidentaux de la remise au pas de la Hongrie.

Les Etats-Unis.

Par compagnies pétrolières interposées, les Etats-Unis ont pris pied au Moyen-Orient depuis longtemps et leur influence est réelle. La diplomatie américaine, proclamant dans le monde entier que le temps de la décolonisation était venu, ne pouvait évidemment pas soutenir l'expédition anglo-franco-israélienne aux trop forts relents de colonialisme ; la page devait être tournée pour les anciennes puissances coloniales déclinantes se partageant la région depuis un siècle. Toutes sortes de pressions seront exercées sur la Grande-Bretagne et la France en novembre et décembre 1956 pour que ces pays renoncent définitivement à leurs prétentions sur la région (accords de ravitaillement en pétrole, accords de prêts bancaires). Le Moyen-Orient et le reste du monde vont se diviser dorénavant en trois zones : la zone d'influence américaine, la zone d'influence soviétique et le Tiers Monde que les deux grandes puissances doivent séduire. La diplomatie américaine élabore donc rapidement la « doctrine Eisenhower », révélée publiquement le 5 janvier 1957 devant le Congrès. Il s'agit d'un plan d'aide économique mais surtout militaire aux pays du Moyen-Orient anciennement sous influences britannique et française, mais aussi à la Syrie, destiné à assurer la sauvegarde de ces pays « *contre toute menace émanant d'un pays qui contrôle l'Internationale communiste* ». La Syrie décline l'offre, mais la Jordanie, l'Arabie saoudite, le Liban et l'Irak adhèrent à la « doctrine Eisenhower » en 1957.

Il est remarquable que le partage de la région entre Etats-Unis et Union soviétique soit le résultat d'une collusion objective entre les deux puissances dont la crise de Suez a été le révélateur. Et bien après la disparition de l'Union soviétique, les Etats-Unis contrôlent encore jusqu'à ce jour une grande partie du Moyen-Orient.

Israël.

L'occupation du Sinai et de Gaza constitue bien une victoire militaire israélienne, cela ne fait aucun doute. Mais l'évacuation des territoires occupés stipulée par la motion des Nations unies ne doit en aucun cas pour David Ben Gourion et son gouvernement se faire sans garantie que la sécurité d'Israël sera dorénavant assurée. Pendant trois mois, Israël refuse donc de céder aux injonctions de l'ONU et se trouve en butte aux pressions renouvelées et conjuguées de l'Union soviétique et des Etats-Unis, dans un isolement diplomatique presque total, l'allié français étant bien affaibli sur la scène internationale. Cédant aux pressions, le gouvernement israélien fait évacuer le Sinai le 22 janvier 1957, non sans avoir auparavant fait détruire toutes les installations militaires égyptiennes. Ce geste fut bien compris par les Etats-Unis et le secrétaire général Hammarskjöld qui négociaient en secret avec l'Egypte un arrangement possible et utilisèrent les services de Christian Pineau dès que les relations franco-américaines furent normalisées. Les espoirs israéliens de démilitarisation du Sinai et du détachement de Gaza du territoire égyptien seront déçus car seule la garantie de l'occupation de ces zones contestées par les forces des Nations unies figure au programme. Un accord secret intervient finalement le 1^{er} mars 1957 entre le secrétaire général Hammarskjöld, les ministres des Affaires étrangères égyptien, français et israélien garantissant le libre passage des navires israéliens dans le golfe d'Akaba et la cessation des actes d'hostilité de la part de l'Egypte. Le 7 mars, les forces israéliennes finissent d'évacuer la bande de Gaza. Cet arrangement correspond en fait aux objectifs d'Israël définis en 1955-56 avant la guerre : mettre fin aux raids de

feddayin, au blocus d'Eilat et au menaçant déséquilibre de l'arsenal militaire de l'Égypte. On peut juger malgré tout que la présence des Casques bleus de l'ONU à sa frontière est en mesure de garantir la sécurité du pays. Les forces des Nations unies seront en fin de compte capables d'assurer convenablement la sécurité d'Israël pendant dix ans, jusqu'à leur retrait en 1967, et la guerre reprendra alors avec les États arabes.

La dernière conséquence de la participation d'Israël à l'expédition de Suez intervient le 4 juin 1957 : ce jour-là, les États-Unis reconnaissent formellement à l'État d'Israël le droit d'existence et lui accordent leur garantie, neuf ans après sa proclamation.

Notes :

- (1) DDF(Documents diplomatiques français) 1956, t. III, p. 271, cité par Georgette Elgey dans, *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion*, 1954-1959, Fayard, Paris, 1997, p. 239 .
- (2) Cité par Jean-Pierre Rioux dans, *L'opinion publique ou « le lion vieilli et le coq déplumé »*, in « Dossier Suez », revue *L'histoire* n° 38, Octobre 1981, p. 37 .
- (3) Cité par Marc Ferro, dans *1956 SUEZ*, Editions Complexe, Bruxelles, 1995, p. 85

Références bibliographiques:

- Charles-Robert Ageron, *L'opération de Suez et la guerre d'Algérie*, in *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997 .
- Henri Azeau, *Le piège de Suez*, Laffont, 1964 .
- Paul Balta, Claudine Rulleau, *La vision nassérienne*, Sindbad, Paris, 1982 .
- Mordechai Bar-On, *The Gates of Gaza*, St. Martin's Griffin, New York, 1995.
- André Beaufre, *L'expédition de Suez*, Grasset, 1967.
- Georgette Elgey, *Histoire de la Quatrième République, Malentendu et Passion*, 1954-1959, Fayard, Paris, 1997.
- Georgette Elgey, *Le gouvernement Guy Mollet et l'intervention*, in *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997.
- Marc Ferro, *1956 SUEZ*, Editions Complexe, Bruxelles, 1995.
- André Fontaine, *Histoire de la guerre froide. 1. De la guerre de Corée à la crise des alliances 1950-1963*, Fayard, Paris, 1965.
- Paul Gaujac, *Suez 1956*, Editions Lavauzelle, Paris, 1986.
- Keith Kyle, *Suez Britain's End of Empire in the Middle East*, I. B. Tauris Publishers, London, New York, 1991, 2003.
- Jean Lacouture, *Nasser*, Editions du Seuil, Paris, 1971.
- Jean et Simone Lacouture, *L'Égypte en mouvement*, Editions du Seuil, Paris, 1962.
- Pierre Milza, *La relève des impérialismes au Proche-Orient*, in « Dossier Suez », revue *L'histoire* n° 38, Octobre 1981.
- Christian Pineau, *1956 Suez*, Laffont, Paris, 1976.
- Jean-Pierre Rioux, *La France de la Quatrième République. 2. L'expansion et l'impuissance. 1952-1958*, Editions du Seuil, Paris, 1980.
- Jean-Pierre Rioux, *L'opinion publique ou « le lion vieilli et le coq déplumé »*, in « Dossier Suez », revue *L'histoire* n° 38, Octobre 1981.
- Georges-Henri Soutou, *La guerre de Cinquante Ans, les relations Est-Ouest 1943-1990*, Fayard, Paris, 2001.
- Abel Thomas, *Comment Israël fut sauvé*, Albin Michel, Paris, 1978.
- Maurice Vaisse, *L'opération « Mousquetaire »*, in « Dossier Suez », revue *L'histoire* n° 38, Octobre 1981.
- Maurice Vaisse, *La France et l'opération de Suez de 1956*, CEHD, Editions ADDIM, Paris, 1997.

(Received September 18, 2007)

